

Commissions

Commission spéciale “abus sexuels”

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE.

Présidente : Mme Karine Lalieux

➤ **LUNDI 28 FÉVRIER 2011**

Auditions :

- de M. Paul Lievens, psychiatre, président de la Fédération des Associations Similes Francophones ;
- de M. Bernard Pihet, directeur de l'Unité de Psychopathologie Légale (UPPL);
- de Mme Michèle Janssens, présidente, et de M. Aziz Harti, psychologue, du Centre d'Appui bruxellois chargé de l'évaluation médico-psychologique des auteurs d'infractions à caractère sexuel en vue de leur orientation thérapeutique (CAB);
- du Prof. Dr. em. Paul Cosyns, directeur de “*l'Universitair Forensisch Centrum*” (UCF) ;
- de M. Stefan Bogaerts, professeur en psychologie légale et victimologie criminalistique à l'Université de Tilburg et à la KULeuven et chef de la cellule de recherche du “*Forensisch Psychiatrisch Centrum de Kijvelanden/Dok*”;
- de M. Kris Van Hoeck, lic. psychologie auprès de l'I.T.E.R.(centre ambulatoire d'aide aux auteurs de faits de moeurs);
- de M. Rudy Verelst, psychiatre judiciaire ;
- de Mme Marina Coppieters, présidente de la Commssion de probation auprès du tribunal de première instance de Bruxelles (Chambre francophone).

- Les auditions ont été suivies d'un échange de vues.

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Auditions :

- de M. Johan Put, professeur à l'Institut pour le Droit social de la KULeuven;
- de M. Damien Vandermeersch, professeur de droit pénal à l'UCL.

- Les auditions ont été suivies d'un échange de vues.

Prochaine réunion : lundi 14 mars 2011.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ LUNDI 28 FÉVRIER 2011

Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Eva Brems, Juliette Boulet, Bruno Tuybens) visant à engager la procédure en vue de suspendre la Libye en tant que membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et d'instaurer un embargo, n° 1248/1.
- Proposition de résolution (Gwendolyn Rutten, Patrick Dewael, Herman De Croo, Bruno Tuybens, Philippe Blanchart) relative à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, n° 1249/1.
- Proposition de résolution (Gwendolyn Rutten, Patrick Dewael, Herman De Croo, Bruno Tuybens, Philippe Blanchart) concernant le soulèvement en Libye, n° 1250/1.
- Proposition de résolution (Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs) demandant à la prise de sanctions à l'encontre de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste (Lybie), n° 1251/1.

- Rapporteur: Mme Christiane Vienne.

- Une 1^{ère} discussion, portant principalement sur la méthodologie, a eu lieu.

- Sont intervenus: Mme Eva Brems, M. Patrick Moriau, Mme Gwendolyn Rutten, M. Peter Luykx, Mme Alexandra Colen et M. François-Xavier de Donnea.

Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Kristof Calvo, Eva Brems, Olivier Deleuze) pour la protection de l'Arctique, n° 1000/1.

- Rapporteur : M. Philippe Blanchart.

- Exposé introductif de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mme Els Demol et M. François-Xavier de Donnea.

- La proposition de résolution a été adoptée par 10 voix pour et 1 abstention.

Proposition de résolution (Alexandra Colen, Bert Schoofs, Peter Logghe) relative à la persécution des chrétiens en Egypte, n° 1188/1.

- Rapporteur : M. Peter Luykx.

- Exposé introductif de Mme Alexandra Colen.

Prochaine réunion : mercredi 16 mars 2011.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

Etat des lieux de la santé mentale (art. 107 de la loi du 10 juillet 2008 relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins).

- Exposé introductif par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- Echange de vues.

- Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert.

Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente libre de produits réservés à l'usage des professionnels de la coiffure et de l'esthétique" (n° 2879).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente de chats et chiens" (n° 2998).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'exécution de la 'loi Colla' relative aux médecines non-conventionnelles" (n° 3008).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les compétences des aides-soignant(e)s" (n° 3012).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'hygiène dentaire" (n°3038).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la reconnaissance des malades atteints de fibromyalgies" (n° 3043).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Proposition de loi (Marie-Claire Lambert, Colette Burgeon, Franco Seminara, Yvan Mayeur) réduisant la durée des études de médecine, n° 1085/1.

- Rapporteur : Mme Catherine Fonck.
- La discussion a été clôturée.
- Les articles ont été successivement adoptés à l'unanimité.
- La proposition de loi a été adoptée à l'unanimité.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Catherine Fonck, David Clarinval, Katrin Jadin) visant à abroger l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, n° 429/1 à 3.
- Proposition de loi (Marie-Claire Lambert, Colette Burgeon, Franco Seminara, Yvan Mayeur) abrogeant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, n° 446/1.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers) abrogeant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, n° 466/1.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Katrin Jadin).

- La commission a décidé de prendre le texte de la proposition n° 429/1 comme base de discussion.
- Des amendements ont été déposés par Mme Lambert et consorts et M. Beuselinck et consorts.

Proposition de résolution (Muriel Gerkens, Maya Detière, Colette Burgeon) visant à reconnaître le syndrome de la fibromyalgie et à améliorer la prise en charge globale des patients qui en sont atteints, n° 382/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- La commission a décidé de joindre la proposition de résolution n° 94/1 (en vue de la reconnaissance de la fibromyalgie comme maladie chronique) à la discussion.

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Rapport fédéral en matière d'environnement : 2004-2008.

- Présentation du rapport fédéral par M. Frédéric Chemay.

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

- Un échange de vues a eu lieu.

Proposition de résolution (Kristof Calvo, Eric Jadot, Bruno Tobback, David Clarinval, Willem-Frederik Schiltz) relative à l'aide fournie par la Belgique en vue de porter à 30% l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, n° 1245/1.

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

- Des amendements ont été déposés par Mme Lambert et consorts, M. Schiltz et consorts et M. Wollants et consorts.

- La discussion a eu lieu.

- Les amendements n°s 1, 3 et 4 ont été adoptés.

- La proposition de résolution, telle qu'amendée, a été adoptée par 10 voix contre 7.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Muriel Gerken

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

Rapport annuel 2010 - Evolution économique et financière.

(Réunion commune avec la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat).

- Exposé de M. Guy Quaden, gouverneur de la Banque Nationale de Belgique.

- Echange de vues.

- Des questions ont été posées par Mme Christiane Vienne, M. Guy Coëme, Mme Anke Van dermeersch (S), M. Jacky Morael (S), M. Peter Van Rompuy (S), M. Hagen Goyvaerts, M. Ahmed Laaouej (S) et M. Frank Vandenbroucke (S).

Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3090).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le budget selon la norme SEC 95" (n° 2841).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3093).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "un nouveau code d'indemnisation utilisé par les compagnies d'assurance automobile" (n° 3032).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3070).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le prêt vert avec bonification d'intérêts" (n° 3110).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 26 à 64 et 69 à 75), n°s 1208/1 et 4.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Meyrem Almaci).

Amendements du gouvernement et de M. Dirk Van der Maelen.

- Des amendements ont été déposés par MM. Vandeput, Jambon, Beuselinck et Dedecker, Mme Wouters, M. Gilkinet, Mmes Almaci et Gerkens, MM. Verherstraeten, Terwingen, Goffin, Arens, Coëme et Mmes Rutten et Van Cauter.

- Les amendements n^{os} 1, 15, 16, 17, 18, 28 et 30 ont été adoptés.

- Les amendements n^{os} 2, 4, 5, 6, 20 à 27 et 29, ont été rejetés.

- Les amendements 3, 7 à 14 et 19 ont été retirés.

- Les articles 26 à 64/1 (nouveau) et 69 à 75, tels qu'ils ont été amendés, ont été adoptés.

➤ **JEUDI 3 MARS 2011**

Projet de loi portant des dispositions diverses, n°s 1208/1 et 4 - art. 26 à 64/1 et 69 à 75. (Deuxième lecture Rgt, art. 83). (Rapporteur: Mme Meyrem Almaci).

Amendements du gouvernement, de MM. Van der Maelen, Vandeput, Jambon, Beuselinck et Dedecker, Mme Wouters, M. Gilkinet, Mmes Almaci et Gerken, MM. Verherstraeten, Terwingen, Goffin, Arens, Coëme et Mmes Rutten et Van Cauter.

- Trois nouveaux amendements ont été déposés par MM. Vandeput et Jambon, Mme Wouters et M. Dedecker.

- L'amendement n° 31 a été rejeté.

- L'amendement n° 32 a été adopté.

- L'article 50, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix contre 6 et 1 abstention.

- L'amendement n° 33 a été adopté.

- L'article 50/1, tel qu'amendé, a été adopté par 12 voix contre 5.

- La commission a confirmé son vote sur les articles 50/2, 64/1 et 75/1.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 10 voix contre 6 et 1 abstention.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

Ordre des travaux (propositions de loi).

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Ann Vanheste, Karine Lalieux, Philippe Blanchart, Olivier Henry, Linda Musin, Anthony Dufrane) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, en vue de rétablir le système de bonus-malus obligatoire et généralisé, n°s 523/1 à 3.

- Proposition de loi (Peter Luykx, Peter Dedecker, Karel Uyttersprot, Flor Van Noppen) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne la vignette automobile, n° 1070/1.

- Proposition de loi (Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Barbara Pas) modifiant la législation relative à l'assurance automobile pour les jeunes conducteurs, n° 1075/1.

- Proposition de loi (Karine Lalieux, Ann Vanheste, Anthony Dufrane) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de clarifier les critères de segmentation, n°s 785/1 et 2.

- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Philippe Blanchart, Olivier Henry, Anthony Dufrane) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en supprimant la possibilité de résiliation après sinistre par l'assureur, n°s 230/1 et 2.

- Proposition de loi (Joseph George) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, n° 273/1.

- Proposition de loi (Liesbeth Van der Auwera, Sonja Becq, Nathalie Muylle, Raf Terwingen, Jef Van den Bergh, Leen Dierick) modifiant la législation en vue d'instaurer une assurance automobile d'un prix accessible pour les jeunes, n° 1107/1.

- Proposition de loi (Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont, Barbara Pas) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne l'introduction d'une vignette automobile, n° 672/1.

(Continuation). (Rapporteur: Mme Katrin Jadin).

- Exposés introductifs de MM. Peter Logghe, Peter Luyckx, Jef Van Den Bergh, Joseph George et Mmes Karine Lalieux en Liesbeth Van der Auwera.

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances.

- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mme Karine Lalieux, MM. Peter Logghe, Willem-Frederik Schiltz, Joseph George, Jef Van Den Bergh et Peter Luyckx et Mme Liesbeth Van der Auwera.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 1-3), n° 1208/1. (Continuation). (Rapporteur: Mme Katrin Jadin).

- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.

- Des amendements ont été déposés par M. Tobback.

- La discussion des articles a été clôturée.

- Les amendements ont été rejetés par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

- Les articles 1^{er} à 3 ont été adoptés à l'unanimité.

- L'ensemble des dispositions soumises à l'examen de la commission a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Question de Mme Maya Detiège au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la constitution d'un monopole dans l'industrie pharmaceutique" (n° 2476).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Meryame Kitir au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le paiement pour la diffusion de musique sur le lieu de travail et dans les cabines de camions" (n° 2631).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Meryame Kitir au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la perception des indemnités d'auteur par la société de gestion SABAM" (n° 2632).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. David Geerts au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la redevance à verser à la SABAM dans le cadre de quiz" (n° 3006).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'utilisation de l'eID pour les opérations bancaires" (n° 3024).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'extrait d'acte de naissance" (n° 3026).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3088).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

Ordre des travaux :

- demande visant à auditionner le Conseil supérieur de la Justice;
- divers.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont, Barbara Pas) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne l'introduction d'une vignette automobile, n° 672/1.

Amendements de M. Frédéric et consorts, Mmes Marghem et Galant, Mme Lanjri et consorts, MM. Francken, Schoofs et Goyvaerts, Mme Genot et MM. Jadot et Van Hecke, Mme Brems, MM. Maingain et Thiéry.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 494/1 à 3.

Amendements de Mmes Lanjri et Fonck.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Philippe Goffin) modifiant le Code de la Nationalité, n° 601/1 à 3.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.
- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- La discussion des articles a été poursuivie.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur, Valérie Déom, Rachid Madrane, Özlem Özen, Eric Thiébaud) insérant les articles 442quater et 442 quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n°s 80/1 et 2.

Amendements de M. Frédéric et consorts, Mme Becq et M. Terwingen.

- Proposition de loi (Sonja Becq) étendant la protection pénale des personnes vulnérables contre la maltraitance et la malmenace, n° 1198/1.
- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Catherine Fonck) modifiant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la protection des personnes vulnérables, n° 1206/1.
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et l'abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 1217/1. (Continuation). (Rapporteurs : M. Renaat Landuyt et Mme Kristien Van Vaerenbergh).

- Exposés introductifs de M. Christian Brotcorne et Mme Sabien Lahaye-Battheu.
- Un amendement a été déposé par Mme Özen et M. Madrane.

Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "l'enquête relative aux avoirs acquis indûment par la famille Ben Ali" (n° 3030).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3077).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "la déchéance du permis de conduire pendant une hospitalisation" (n° 2688).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au ministre de la Justice sur "le centre de psychiatrie légale à Gand" (n° 2696).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur “les conséquences de l’annulation par le Conseil d’État de l’arrêté royal du 16 octobre 2008 réglant le statut de l’armurier” (n° 2712).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “le principe du compte de tiers” (n° 2744).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les déclarations de Sharia4Belgium contre Filip Dewinter sur YouTube” (n° 2749).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la libération de trois kidnappeurs de Tamise” (n° 2750).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la confrontation utilisée comme méthode d’enquête” (n° 2752).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “la valorisation de la médiation dans le cadre de l’aide juridique de deuxième ligne” (n° 2762).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Ann Vanheste au ministre de la Justice sur “la protection des bijoutiers” (n° 2826).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “la banque de données juridique externe jure.juridat” (n° 2838).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur “la valeur probante des documents numériques” (n° 2850).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Logghe à la ministre de l’Intérieur sur “le régime linguistique dans les prisons belges” (n° 2890).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la possibilité légale de procéder à des recherches à l’aide de caméras thermiques embarquées dans des hélicoptères de la police fédérale” (n° 2903).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la prise de position du président de la Cour constitutionnelle concernant une usurpation de compétences par la Cour européenne de Justice et la Cour européenne des droits de l’homme” (n° 2904).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh au ministre de la Justice sur “le stock de tests salivaires” (n° 2968).

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de l’Intérieur sur “le stock de tests salivaires” (n° 2975).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “la politique de poursuites dans le cadre de l’incendie au centre fermé 127bis” (n° 2951).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur “la situation au palais de justice de Courtrai” (n° 2958).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “les problèmes de harcèlement au sein du SPF Justice” (n° 2966).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “la création d’un fichier central des avis de saisie (loi du 29 mai 2000)” (n° 3000).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre de la Justice sur “la procédure entamée par la famille Lambrechts contre l’État belge” (n° 3021).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “l'évasion de la prison de Termonde” (n° 3033).
- Question de M. Tanguy Veys au ministre de la Justice sur “les problèmes à la prison de Termonde” (n° 3036).
- Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “l'évasion de deux détenus albanais de la prison de Termonde” (n° 3153).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les bracelets électroniques non utilisés” (n° 3117).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l'afflux de procédures en référé devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg” (n° 3051).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le centre pour jeunes délinquants de Tongres” (n° 3052).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Justice sur “les problèmes de capacité de la zone de police Nivelles-Genappe” (n° 3062).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences” (n° 3074).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “la gestion de l'agressivité par les greffiers et les juges” (n° 3104).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “les critiques du CSJ à propos de la publication tardive des places vacantes” (n° 3109).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “le procès dit de Croÿ” (n° 3114).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Nahima Lanjri, Marie-Christine Marghem, Stefaan Vercamer, Sarah Smeyers, Sabien Lahaye-Battheu, Valérie Déom, Catherine Fonck, Muriel Gerkens) instaurant un statut de protection global des personnes majeures incapables, n° 1009/1.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Zoé Genot, Eva Brems, Wouter De Vriendt) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 55/1.
(Rapporteurs : MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke).

Audition de :

- Mme Thérèse Kempeneers-Foulon, représentante de l'Association Nationale d'Aide aux Handicapés Mentaux (Anahm) et de l'Association Francophone d'Aide aux Handicapés Mentaux (AFRAHM);
 - Mme Lief Vanbael et M. Herman Janssens, représentants de la "*Katholieke Vereniging voor personen met een Handicap (KVG)*";
 - Mme Françoise Petitbon, représentante de la Fédération des Associations Similes Francophones
 - Marianne Deboodt, représentante de la "*Federatie van Vlaamse Simileskringen*".
- Les auditions ont été suivies d'un échange de vues.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Droit Commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n°s 211/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.
- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n°s 694/1 et 2.
- Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.
(Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

Amendements de MM. Tuybens et George, Mmes Gerkens, Brems, Déom, Becq et Dierick, MM. Uyttersprot et Clarinval, Mmes Wouters et Demir, M. De Clercq et Mme Marghem.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Demir, Marghem, Wouters, Becq, Brems, Dierick, Gerkens et Burgeon et MM. Uyttersprot, De Clercq, George, Tuybens et Clarinval.
- Tous les amendements ont été développés.
- L'amendement n° 11 a été adopté. Les articles 1^{er}, 2 et 3, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- Les amendements n°s 1, 2 et 6 ont été retirés. Les autres amendements deviennent sans objet suite à l'adoption de l'amendement n° 11.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR LE HARCELEMENT AU TRAVAIL

(Rapporteurs : Mmes Valérie De Bue et Miranda Van Eetvelde).

Audition de représentants des services externes de prévention :

- Mme Hilde De Man, responsable du département "aspects psycho-sociaux" d'Idewe;
 - Mme Emmanuelle Pochet, responsable du département "psycho-social" du CESI.
- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Zoé Genot, Miranda Van Eetvelde, Valérie De Bue, Myriam Vanlerberghe et MM. Stefaan Vercamer et Yvan Mayeur.

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les coûts de l'examen médical obligatoire pour les travailleurs" (n° 2137).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'exclusion des bateliers indépendants du champ d'application de la loi sur le travail portuaire" (n° 2212).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la fixation du seuil de travailleurs pour les élections sociales" (n° 2219).

- Question de M. Karel Uyttersprot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les différentes catégories lors des élections sociales" (n° 2823).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'instauration de commissions paritaires pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre ainsi que pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné" (n° 2432).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le plan de pension complémentaire et la loi concernant les conventions de travail" (n° 2450).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les effets sur l'emploi de la baisse de la TVA dans l'horeca" (n° 2714).

- Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le travail au noir dans l'horeca" (n° 3010).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination" (n° 2715).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les conséquences de la CCT n° 90 qui fixe les conditions et les modalités suivant lesquelles des primes liées aux résultats sont octroyées aux travailleurs" (n° 2851).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Özlem Özen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les femmes et l'emploi à temps partiel" (n° 2853).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la position du gouvernement concernant le dossier relatif aux ouvriers et aux employés" (n° 2895).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le piège à l'emploi dans le secteur des titres-services" (n° 2916).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la manière dont sont mises en oeuvre les procédures de remise au travail dans une activité adaptée après un accident du travail" (n° 3009).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la numérisation des contrats de travail et des documents sociaux" (n° 3014).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la possibilité de voter de manière électronique lors des élections sociales" (n° 3034).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les limitations du Maribel social" (n° 3100).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de réfugiés tunisiens et égyptiens en Belgique" (n° 2777).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de régularisations en 2010" (n° 2948).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le flux migratoire attendu venant d'Afrique du Nord" (n° 3113).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Ordre des travaux.

- Un échange de vues a eu lieu.

Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "le système informatique commun de la police locale et de la police fédérale" (n° 2602).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Rita De Bont à la ministre de l'Intérieur sur "le problème des stands de tir" (n° 2917).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le recours à des militaires 'démilitarisés' pour renforcer la sécurité dans les transports publics bruxellois" (n° 2943).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la fabrication de bombes artisanales" (n° 2945).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme à la ministre de l'Intérieur sur "la problématique de la sécurité au sein du métro bruxellois et le manque d'effectifs policiers" (n° 2985).

- Question de M. Denis Ducarme à la ministre de l'Intérieur sur "la problématique de la sécurité au sein du métro bruxellois et le manque d'effectifs policiers" (n° 3151).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "les structures de coopération intercommunales dans le cadre des sanctions administratives communales (SAC)" (n° 2999).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Damien Thiéry à la ministre de l'Intérieur sur "les manifestations prévues par le Voorpost en Wallonie le 27 mars prochain" (n° 3044).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Katrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le transport des déchets radioactifs dans notre pays" (n° 3060).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les perspectives d'avenir du centre 100 du Hainaut" (n° 3106).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "l'âge de la retraite des officiers de police" (n° 3131).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le traitement du rapport du Comité P concernant M. Koekelberg" (n° 3152).

- Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "la rémunération de la (des) secrétaire(s) du commissaire général de la police" (n° 3173).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la vente libre des lasers" (n° 3162).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "l'emploi des armes de service par des agents fédéraux du SPF Intérieur dans un stand de tir privé" (n° 3164).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation des radars routiers" (n° 3171).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "les conséquences pour la sécurité de certaines grèves des centres d'appel d'urgence" (n° 3172).

-La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Présidente : Mme Maggie De Block

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

Question de M. Christian Brotcorne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la ligne 86 Leuze-Renaix" (n° 1623).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les problèmes de synchronisation des horloges dans des gares de la SNCB" (n° 1669).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le déploiement de l'ETCS sur la ligne de Montzen" (n° 1770).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les trains bondés et la sécurité des voyageurs" (n° 1820).

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "deux voyageurs pris de malaise dans un train bondé" (n° 1860).

- Question de M. Flor Van Noppen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les trains bondés" (n° 2039).

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la politique de la SNCB en cas de trains bondés" (n° 3126).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Bert Maertens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le recours à des facteurs francophones en Flandre” (n° 1826).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la fraude au sein de la SNCB-Holding” (n° 1837).

- Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “une affaire de fraude révélée à la SNCB-Holding” (n° 1864).

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “des perquisitions dans le cadre d’une fraude auprès de la SNCB-Holding” (n° 2298).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la suspension de la compensation pour retards de longue durée sur le réseau ferroviaire” (n° 1839).

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la suppression des compensations et le plan hiver de la SNCB” (n° 1847).

- Question de M. Franco Seminara à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la suppression de l’octroi de compensations pour les retards de plus de 60 minutes, suite aux conditions climatiques entre le 18 et le 30 décembre 2010” (n° 2906).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la vitesse commerciale” (n° 1848).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le transfert d’actifs de la SNCB-Holding à Infrabel” (n° 1862).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les déclarations du secrétaire d’État fédéral allemand des Transports au sujet du Rhin de fer” (n° 2012).

- Question de M. Peter Vanvelthoven à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les récentes informations relatives à la non-réactivation du Rhin de fer par l’Allemagne” (n° 2021).

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les déclarations du secrétaire d’État allemand aux Transports concernant le Rhin de fer” (n° 3125).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le vandalisme en série en gare de Luttre” (n° 2030).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’entretien des voiries au niveau des passages à niveau” (n° 2136).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la livraison du matériel ferroviaire annoncé en 2010 et 2011” (n° 2167).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la création d’emplois dans des entreprises publiques” (n° 2197).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le nouveau plan stratégique de bpost” (n° 2568).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la demande de la SNCB-Holding de pouvoir gérer toutes les gares” (n° 2222).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Damien Thiéry à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’application de la zone MTB à la gare de Linkebeek” (n° 2324).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Ann Vanheste à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la gare de Furnes” (n° 2327).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Ann Vanheste à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les chemins de fer secondaires” (n° 2328).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Ann Vanheste à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le train E3619” (n° 2329).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Maggie De Block à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le sabotage de trains par un membre du personnel de la SNCB” (n° 2370).
- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les sabotages de train par un accompagnateur de train” (n° 2379).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la liaison SNCB IR Liège-Aachen-Hauptbahnhof” (n° 2530).
- Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’opportunité d’une meilleure organisation de la liaison Welkenraedt-Liège-Jonfosse en début de journée” (n° 3018).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident ferroviaire à Pepinster” (n° 2412).
- Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la collision entre deux trains à Pepinster” (n° 2531).
- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident ferroviaire à Pepinster” (n° 3127).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “Securail et SDF” (n° 2443).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le franchissement de signal du 31 janvier 2011” (n° 2444).
- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la classification des franchissements de signaux” (n° 2455).
- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le franchissement de signal à la hauteur de la gare de Bruxelles-Chapelle” (n° 2463).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Télécom, n° 1247/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.
- La discussion générale a eu lieu. Sont intervenus : MM. Peter Dedecker, David Geerts, Tanguy Veys et Mme Maggie De Block.

Ordre des travaux.

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 4-25), n° 1208/1.

- Rapporteur : Mme Karin Temmerman.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : MM. Tanguy Veys, Jef Van den Bergh, Peter Dedecker et Mme Maggie De Block.
- Des amendements ont été déposés par MM. Dedecker et consorts, Van den Bergh et consorts et par le gouvernement.
- Les amendements n°s 5 et 6 ont été retirés.
- Les amendements n°s 1 à 4 ont été adoptés.
- Les articles, ainsi amendés ont été adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82, 1 du Règlement.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adoptés par 9 voix et 7 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 15 mars 2011.

Questions européennes et Finances et Budget

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (Sénat) et Mme Muriel Gerken

➤ **MARDI 1^{ER} MARS 2011**

(Réunion commune avec la commission homologue du Sénat)

”Le Semestre européen “: implications pour la procédure budgétaire en Belgique.

- Exposé de M. Didier Seeuws, Représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Union européenne.
- Echange de vues.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT
DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Président : M. André Flahaut

➤ **MERCREDI 2 MARS 2011**

Examen de dossiers transmis par le Comité P.

- La commission a examiné trois dossiers.